

VOIES ET MOYENS.—LE TARIF.

M. MACDONALD (Huron) : Quand vous avez quitté le fauteuil, M. l'Orateur, je terminais ma critique de la politique nationale. Il ne me reste à ajouter que le témoignage d'un homme qui est bien connu dans le pays, qui a été dans la vie publique pendant plusieurs années, et dont le talent est reconnu par amis et adversaires ; un homme dont l'éloquence a souvent été admirée dans cette chambre, et dont les opinions ont été citées par les deux côtés de la chambre sur chaque question importante sur laquelle il s'était prononcé ; un homme à qui le parti libéral-conservateur a accordé une grande importance, surtout pendant cette session ; un homme dont les talents ont été plus appréciés cette année par le parti conservateur que les autres années ; et je suis convaincu qu'en prononçant le nom de cet homme, les honorables députés admettront que, quelle que soit l'opinion qu'il ait donnée sur cette question, cette opinion est d'une grande valeur.

J'ai le plaisir de citer l'opinion de l'honorable Edward Blake sur les effets de la politique nationale, afin de corroborer ce que j'ai dit aujourd'hui.

Dans sa lettre à ses commettants dans le comté de Durham-ouest, il exprime ses vues dans un langage clair et précis. Parlant de la politique nationale, il dit dans cette lettre :

Elle a eu une tendance, ainsi qu'on le prédisait il y a douze ans, vers la désorganisation et l'annexion, et non vers la consolidation et le maintien de l'union britannique dont ils prétendent être les gardiens naturels.

Elle nous a laissés avec une faible population, une pauvre immigration et un Nord-Ouest encore désert avec une augmentation énorme de notre dette publique et de nos obligations annuelles. Un système extravagant de dépenses et un tarif injuste et coûteux ; avec des marchés restreints pour nos besoins, soit pour vendre ou acheter, et avec toute cette suite de maux rendus plus intenses par nos conditions spéciales, qui en proviennent avec un trafic détourné de ses voies naturelles et dirigé forcément vers d'autres voies qui sont par là même moins profitables ; avec les relations difficiles et une barrière fiscale menaçante, nous rendant de plus en plus étrangers avec la puissante nation de langue anglaise qui est au sud, nos voisins et nos parents avec lesquels, nous devrions être, comme il a été promis que nous serions sur un pied de généreuse amitié et de relations libérales.

De mal en pis : elle nous a laissés avec des notions fausses sur l'honnêteté et une sombre apathie pour l'opinion publique ; avec des animosités de races, de religions et de provinces, plutôt enflammées qu'apaisées ; avec un parlement servile, un pouvoir exécutif autocrate, des divisions électorales corrompues et des classes d'hommes corrompus ; avec une confiance en soi diminuée et une tendance à compter davantage sur la caisse publique et sur l'aide des législatures ; elle nous a encore laissés en proie à un esprit vaniteux et arrogant, bien éloigné de la véritable virilité, prononçant bien haut des choses impossibles et des sentiments outrés, et laissant de côté les faits et les véritables idées.

Elle nous a laissés les mains liées, avec notre avenir compromis, et dans un tel embarras que, soit que nous résistions immobiles, soit que nous marchions, il nous faut encourir des périls qu'autrement nous aurions pu éviter ou affronter avec de plus grandes chances de succès.

Cette critique de la politique nationale confirme ce que j'ai dit aujourd'hui. Il ne me reste plus, sous ce rapport, qu'à récapituler les différents points dont j'ai fait la preuve.

J'ai démontré que la politique nationale n'a pas augmenté notre commerce avec les pays étrangers. J'ai démontré qu'elle n'a pas fait hausser le prix des produits agricoles. J'ai démontré qu'elle a fait augmenter le prix de certains articles fabriqués dans ce pays et qui sont d'un grand usage pour la classe pauvre. J'ai démontré que la politique nationale n'a pas réussi à empêcher notre population d'émigrer par milliers aux Etats-Unis. J'ai prouvé

qu'elle empêche nos cultivateurs de vendre sur des marchés où les prix sont élevés, et d'acheter où les prix sont les plus bas, et j'ai prouvé que la valeur des terres avait grandement diminué depuis son application. Si cela ne suffit pas, appuyé par les meilleures autorités, que peut-on exiger de plus pour condamner une politique de cette nature ?

Mais je laisse la politique nationale et je passe à un autre sujet. On nous demande souvent, quelle politique le parti libéral a-t-il à présenter au pays ? Notre politique est le développement de nos relations commerciales avec les Etats-Unis. Voici notre politique ; nous ne la définissons pas au point d'indiquer tous les articles qui seront admis dans ce pays et dans l'autre, mais nous, comme parti libéral, avons toujours proclamé, dans les assemblées publiques et dans les législatures de ce pays, que nous sommes en faveur du libre-échange dans les produits naturels ; mais si les Etats-Unis refusent de nous l'accorder, nous consentons à aller plus loin. Nous admettrons en franchise un grand nombre d'articles fabriqués aux Etats-Unis, pourvu que nous ayons le même privilège d'expédier en franchise sur leurs marchés, les articles fabriqués dans notre pays.

Nous ne prétendons pas que nous pouvons énumérer tous les détails d'un traité qui pourrait être conclu, après avoir examiné toute la question, mais nous sommes généraux de ce côté de la chambre, et si nous étions au pouvoir, je suis convaincu que, en moins de deux ans, nous pourrions signer un traité qui nous assurerait de grands avantages sur les marchés des Etats-Unis, et donner d'aussi grands avantages aux Américains sur les nôtres. Mais on nous dit que nous ne pourrions pas l'obtenir. Nous ne connaissons rien de ce qui arrivera dans l'avenir.

En 1849, on disait que nous ne pourrions jamais conclure un traité comme celui que nous avons eu en 1854. Il a fallu sept longues années de négociations ininterrompues pour l'obtenir. Tous les ans on nous le refusait, et enfin, après un examen attentif des relations entre les deux pays, nous réussîmes, en 1854, à obtenir un traité avantageux pour le Canada.

Mais les honorables chefs de la droite semblent croire que nous pouvons conclure un traité en un mois. L'hiver dernier ils ont dissous le parlement dans un temps très défavorable. Dans quel but ? Dans le but d'avoir un parlement nouvellement élu par le peuple aux fins d'examiner le traité qu'ils devaient conclure avec les Etats-Unis ; et cependant, en présence de cet appel au peuple, pas une démarche n'a été tentée à l'effet d'obtenir ce traité. Je suis d'avis que les honorables messieurs ne sont pas du tout en faveur d'un traité avec les Etats-Unis destiné à donner plus d'étendue à notre intercourse. J'ai la hardiesse de déclarer, de mon siège en cette chambre, que mon opinion sincère est qu'ils n'ont pas plus l'intention de conclure un traité avec les Etats-Unis qu'ils n'en avaient d'en obtenir un avec les îles Sandwich. Toute leur conduite depuis deux ou trois ans prouve mon avancé.

On nous a dit souvent, dans les assemblées publiques et dans cette chambre, que depuis les vingt dernières années ils avaient été favorables à une réciprocité et qu'ils avaient fait une offre de réciprocité aux Etats-Unis.

Quelle était cette offre ? Ils ont fait une liste des articles frappés de droits élevés, et ils ont dit aux Etats-Unis : Si vous permettez que ces articles